

الاتحاد الجزائري لكرة القدم

ALGERIAN FOOTBALL FEDERATION

Founded in 1962, Affiliated with the FIFA and CAF in 1963



RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS



2024



RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

SOMMAIRE

	Page
DÉFINITIONS	4
TITRE I. RÈGLES GÉNÉRALES	7
Article 1 : Objectifs :	8
Article 2 : Champ d'application	9
TITRE II. DEVENIR AGENT	11
Article 3 : Dispositions générales :	12
Article 4 : Respect des critères d'éligibilité	14
TITRE III. EXERCER LA FONCTION D'AGENT	15
Article 5 : Dispositions générales	16
Article 6 : L'obtention de la licence d'agent	18
Article 7 : Examen pour l'obtention de la licence	19
Article 8 : Procédure d'examen	19
Article 9 : Frais de licence	20
Article 10 : Émission d'une licence	20
Article 11 : Formation professionnelle continue	20
Article 12 : Demande de suspension ou d'annulation de licence	21
Article 13 : Représentation	21
Article 14 : Représentation des mineurs	23
Article 15 : Indemnité de service — principes généraux	24
Article 16 : Plafonnement de l'indemnité de service	26
Article 17 : Droits et obligations	28
Article 18 : Respect des exigences en matière d'émission de licence	32
TITRE IV. DROITS ET OBLIGATIONS DES CLIENTS	34
Article 19 : Recours à un agent	35
TITRE V. DIVULGATION ET PUBLICATION	34
Article 20 : Divulgence et publication	38
TITRE VI. LITIGES	39
Article 21 : Compétence	40
TITRE VII. QUESTIONS DISCIPLINAIRES	41
Article 22 : Compétence et application	42
Article 23 : Sanctions	45
TITRE VIII. DISPOSITIONS FINALES	46
Article 24 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES	47
Article 25 : Cas non prévus	47
Article 26 : Langues officielles	47
Article 27 : Entrée en vigueur	48

DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement, les termes énoncés dans les Statuts de la FAF , FIFA et dans le Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FAF ET/OU FIFA s'appliquent, ainsi que les définitions ci-après :

Loi : Dispositions légales de droit national.

Décret : Décision écrite émanant du pouvoir exécutif.

FAF : Fédération Algérienne de Football.

Agence : organisation, entité, société ou entreprise privée engageant, comprenant ou employant un ou plusieurs agent(s), ou agissant en qualité d'intermédiaire pour les activités d'un ou plusieurs agent(s).

Approche : (I) contact personnel établi de manière physique ou par des moyens de communication électroniques avec un client, (II) contact direct ou indirect avec une personne ou une organisation liée à un client (membre de la famille, ami, etc.), ou (III) tout acte par le biais duquel un agent passe par une autre personne ou organisation pour contacter un client en son nom de la manière décrite aux points (I) et (II) ci-avant ou charge cette autre personne ou organisation de le faire.

Client : club, joueur, entraîneur ou ligue centralisée susceptible d'avoir recours à un agent pour fournir des services d'agent.

Agent lié : un agent est lié à un autre agent si (I) ils sont employés ou contractuellement engagés auprès de la même agence par le biais de laquelle ils fournissent leurs services d'agent, (II) ils sont tous deux dirigeants, actionnaires ou associés de la même agence par le biais de laquelle ils fournissent leurs services d'agent, (III) ils sont mariés, ou possèdent des liens de parenté (frère, sœur, père, mère, fils, fille, beau-fils ou belle-fille), ou (IV) ils ont conclu un contrat ou autre type d'arrangement, formel ou informel, en vue de coopérer en plus d'une occasion dans le cadre de la prestation de services ou de partager les revenus ou profits de tout ou partie de leurs services d'agent.





Entité d'arrivée : club, association membre ou ligue centralisée susceptible d'engager un joueur ou un entraîneur.

Agent : personne physique disposant d'une licence de la FIFA-FAF lui permettant de fournir des services d'agent.

Services d'agent : services fournis dans le cadre du football pour ou au nom d'un client, y compris la négociation, la communication relative ou préparatoire à la négociation ou toute autre activité y afférente dans le but et/ou l'intention de conclure une transaction.

Individu : joueur ou entraîneur.

Intérêt : (I) propriété effective d'une personne morale par le biais de laquelle les activités pertinentes de ces entités sont menées, à l'exception d'une adhésion personnelle, ordinaire, librement accessible et non transférable, donnant droit à son propriétaire à une seule voix dans les affaires du club, et/ou (II) position pouvant permettre l'exercice d'une influence matérielle, financière, commerciale, administrative, managériale ou autre sur les affaires d'une personne physique ou morale, directement ou indirectement, de manière formelle ou informelle.

Autres services : services fournis par un agent pour ou au nom d'un client autres que des services d'agent, y compris, sans toutefois s'y limiter, en matière de conseil juridique, planification financière, détection, conseil, gestion du droit à l'image et négociation de contrats commerciaux.

Plateforme : plateforme numérique gérée par la FIFA sur laquelle doivent être menés les processus d'émission de licences, de résolution des litiges, de formation professionnelle continue (FPC) et de rapport.

Règlement : présent Règlement sur les agents, amendé périodiquement.

Entité de départ : club, association membre ou ligue centralisée qu'un joueur ou un entraîneur quitte en vue d'être employé et/ou enregistré dans une entité d'arrivée.

Rémunération : rétribution financière brute d'un emploi, telle que stipulée dans un contrat de travail négocié, incluant le salaire de base, toute prime à la signature et tout montant payable sous réserve du respect de certaines conditions (prime de loyauté ou de rendement, etc.). Afin de lever toute ambiguïté, aucune future indemnité de transfert convenue ni aucune prestation en nature,



telle que la mise à disposition d'un véhicule, d'un logement ou de services téléphoniques, n'est prise en compte dans le calcul de la rétribution financière brute.

Accord de représentation : accord écrit ayant pour but d'établir une relation juridique en vue de fournir des services d'agent.

RSTJ : Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA-FAF, amendé périodiquement.

RCI : Règlement de la FIFA sur la collaboration avec les intermédiaires.

RCI de la Fédération Algérienne de Football : Règlement de la Fédération Algérienne de Football sur la collaboration avec les intermédiaires.

LFP : entité affiliée à Fédération Algérienne de Football organisant un ou plusieurs championnat(s) et représentant les intérêts communs des clubs, la ligue de football professionnel

Transaction spécifiée : transaction dans laquelle toutes les parties impliquées sont définies et identifiées.

Transaction : (I) emploi, enregistrement ou dés enregistrement d'un joueur auprès d'un club ou d'une ligue, (II) emploi d'un entraîneur auprès d'un club, d'une ligue ou d'une autre fédération, (III) transfert de l'enregistrement d'un joueur d'un club à un autre ; (IV) élaboration, résiliation ou modification des termes du contrat de travail d'un individu.

Remarque : le masculin générique utilisé dans le présent règlement par souci de concision s'applique également au sexe féminin, de même que le singulier peut avoir un sens pluriel et vice-versa.



RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS



TITRE I. RÈGLES GÉNÉRALES

Objectifs :

1.

La FAF à l'obligation statutaire de réglementer tous les aspects du système des transferts dans le football. Ce dernier a pour principaux objectifs de :

- a) préserver la stabilité contractuelle entre les clubs et les joueurs professionnels ;
- b) encourager la formation des jeunes ;
- c) promouvoir un esprit de solidarité entre le haut niveau et le football de base ;
- d) protéger les mineurs ;
- e) maintenir un équilibre compétitif ;
- f) veiller à la régularité des compétitions.

2.

La réglementation de la fonction d'agent vise à garantir que les activités d'un agent soient conformes aux principaux objectifs du système des transferts dans le football ainsi qu'aux objectifs suivants :

- a) Appliquer la loi algérienne sur le sujet notamment :
 - Loi n° 12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations.
 - Loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail. (Publié dans JO n°17 du 25/04/1990)
 - Loi n° 13-05 du 23 juillet 2013 relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives les articles 66 et 226-227.
 - Ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975 portant code civil, modifiée et complétée.
 - Loi n°88-04 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant l'ordonnance n°75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce.
 - Loi n° 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales.
 - Décret exécutif n° 15-73 du 26 Rabie ethani 1436 correspondant au 16 février 2015 déterminant les dispositions applicables au club sportif professionnel et fixant les statuts-types des sociétés sportives commerciales.
 - Décret exécutif n° 15-74 du 26 Rabie Ethani 1436 correspondant au 16 février 2015 fixant les dispositions et le statut-type applicables au club sportif amateur.





- b) Rehausser les standards de la fonction d'agent et définir des normes professionnelles et éthiques minimales.
- c) Garantir la qualité des services fournis par les agents à leurs clients ainsi que des tarifs justes et raisonnables appliqués de manière uniforme.
- d) Limiter les conflits d'intérêts afin de protéger les clients contre tout comportement contraire à l'éthique.
- e) Améliorer la transparence financière et administrative.
- f) Protéger les joueurs manquant d'expérience ou d'informations concernant le fonctionnement du système des transferts dans le football.
- g) Renforcer la stabilité contractuelle entre les clubs et les joueurs ou entraîneurs.
- h) Lutter contre toute pratique abusive, excessive ou spéculative.

Champ d'application :

1.

Le présent règlement régit la fonction d'agent sur le territoire placé sous la compétence de la Fédération Algérienne de Football et s'applique :

- a) à tous les accords de représentation de dimension nationale ; ou
- b) à toute activité liée à un transfert national ou une transaction nationale.

2.

Un accord de représentation est considéré comme de dimension nationale lorsque :

- 1- il concerne des services d'agent liés à une transaction spécifiée dans le cadre d'un transfert national sous la compétence et sur le territoire de la Fédération Algérienne de Football (ou du transfert d'un entraîneur entre deux clubs affiliés à la Fédération Algérienne de Football ou entre un club affilié à la Fédération Algérienne de Football et une équipe représentative de la Fédération Algérienne de Football) ; ou
- 2- il concerne des services d'agent liés à plusieurs transactions spécifiées, dont au moins une entre dans le cadre d'un transfert national sous la compétence et sur le territoire de la Fédération Algérienne de Football (ou du transfert d'un entraîneur entre deux clubs affiliés à la Fédération Algérienne de Football ou entre un club affilié à la Fédération Algérienne de Football et une équipe représentative de la Fédération Algérienne de Football).



3.

Le présent règlement s'applique également à tout accord de représentation concernant des services d'agent qui ne sont pas liés à des transactions spécifiées dans le cadre d'un transfert international et pour lequel le client est enregistré ou domicilié dans le pays ou sur le territoire placé sous la compétence de la Fédération Algérienne de Football à la date de la signature de l'accord de représentation en question.





RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

TITRE II. **DEVENIR AGENT**

Dispositions générales :

1.

Il est possible d'obtenir une licence via le système établi par la Fédération Algérienne de Football, reconnu par la FIFA conformément à l'article 24, alinéa 2 du Règlement sur les agents de la FIFA. Cette licence permet à son titulaire de fournir des services équivalents à des services d'agent sur le territoire placé sous la compétence de la Fédération Algérienne de Football et ce après avoir déposé au préalable le dossier suivant :

1.1 personne physique :

- a. Demande manuscrite.
- b. Deux photos.
- c. Une copie de carte d'identité ou passeport.
- d. Le certificat de casier judiciaire.
- e. Un document certifiant le niveau d'instruction secondaire ou diplôme professionnel sportif
- f. Copie de registre de commerce en vertu de la Loi n° 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales ; et agrément pour les avocats en vertu de loi 13-07 du 29/10/2013.
- g. Frais de licence Cent mille dinars algériens 100.000 DA annuel.
- h. Un engagement de cotisation pour le football amateur de 0.5 pour cent de chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de représentation.

1.2 personne morale

- a) Demande manuscrite.
- b) Le certificat de casier judiciaire.
- c) Copie de registre de commerce en vertu de la Loi n° 04-08 du 27 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales ; et agrément pour les avocats en vertu de loi 13-07 du 29/10/2013.
- d) Copie de statuts.
- e) Frais licence deux Cents mille dinars algériens 200.000 DA annuel, en plus de 50.000 DA pour Frais d'enregistrement en cas ou une personne physique agit en nom de la personne morale.
- f) Un engagement de cotisation pour le football amateur de 0.5 pour cent de chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de représentation





2.

Une personne titulaire d'une licence lui permettant de fournir des services équivalents à des services d'agent sur la base de la compétence de la Fédération Algérienne de Football est exemptée de l'examen prévu par le Règlement sur les agents de la FIFA sous réserve qu'elle :

- a) fournisse à la FIFA la preuve qu'elle était titulaire d'une licence lui permettant de fournir des services équivalents à des services d'agent en vertu du système, d'émission de licences établies sur la base du RÈGLEMENT FAF SUR LA COLLABORATION AVEC LES INTERMÉDIAIRES avant l'entrée en vigueur du Règlement sur les agents de la FIFA (cf. article 28, alinéa 1a du Règlement sur les agents de la FIFA) ;
- b) satisfasse aux critères d'éligibilité énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FAF au moment de sa demande ;
- c) remplisse l'obligation de payer les frais de licence applicables à la FAF, conformément à l'article 7 du Règlement sur les agents de la FAF.

3.

Si une personne candidate telle que définie à l'alinéa 2 du présent article remplit les critères pertinents, une licence peut lui être délivrée, conformément à l'article 8 du Règlement sur les agents de la FAF. Elle doit par la suite satisfaire aux exigences établies dans le Règlement sur les agents de la FAF en matière d'émission de licence. La seule exception concerne le nombre de crédits à obtenir tous les ans pendant cinq ans au titre de la formation professionnelle continue, tel que précisé dans la circulaire annuelle.

4.

Le secrétariat général de la FAF est chargé de rendre une décision pour toute demande déposée en vertu du présent article.

5.

La licence délivrée par la FIFA et /ou FAF permet à un agent de proposer des services d'agent sur le territoire de la Fédération Algérienne de Football. Tout agent fournissant des services d'agent sur le territoire de la Fédération Algérienne de Football est soumis au présent règlement ainsi qu'à toute la réglementation de la Fédération Algérienne de Football applicable aux agents.

Respect des critères d'éligibilité

1.

La Fédération Algérienne de Football doit signaler à la FIFA toute allégation ou suspicion de non-respect, par un agent ou une personne candidate, des critères d'éligibilité énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FIFA.

2.

La Fédération Algérienne de Football doit aider la FIFA à enquêter sur tout cas de non-respect potentiel des critères énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FIFA en fournissant toutes les informations dont elle dispose ou demandées par la FIFA doit signaler à la FIFA toute allégation ou suspicion de non-respect, par un agent ou une personne candidate, des critères d'éligibilité énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FIFA.





RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

TITRE III.

EXERCER LA FONCTION D'AGENT

Dispositions générales

1.

Seul un agent peut fournir des services d'agent.

2.

Un agent doit toujours satisfaire aux critères d'éligibilité énoncés à l'article 5 du Règlement sur les agents de la FAF :

➤ **Critères d'éligibilité**

Un candidat doit :

- a)** lors de sa demande de licence (et après sa demande, y compris après avoir obtenu une licence le cas échéant) :
- I. ne pas avoir fait de déclaration fausse, trompeuse ou incomplète dans le cadre de sa demande ;
 - II. n'avoir jamais été reconnu coupable dans une procédure pénale (ni aucun accord y afférent) portant sur le crime organisé, le trafic de drogues, la corruption, le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, la fraude, la manipulation de matches, le détournement de fonds, la malversation, la violation des obligations fiduciaires, la contrefaçon, une faute professionnelle, des violences sexuelles, un crime violent, le harcèlement, l'exploitation ou le trafic d'enfants ou d'adultes vulnérables ;
 - III. n'avoir jamais fait l'objet d'une suspension d'au moins deux ans, d'une exclusion ou d'une radiation prononcée par une autorité réglementaire ou une instance sportive dirigeante pour infraction aux règles en matière d'éthique ou de déontologie professionnelle ;
 - IV. ne pas être un officiel ni un employé de la FIFA, d'une confédération, d'une association membre, d'une ligue, d'un club, d'une entité représentant les intérêts de clubs ou de ligues, ou de toute autre organisation directement ou indirectement liée à ces organisations ou entités ; la seule exception à cette règle concerne les personnes nommées ou élues au sein d'un organe de la FIFA, d'une confédération ou d'une association membre pour représenter les intérêts des agents ;
 - V. ne pas avoir – personnellement ou via l'agence dont il dépend – des intérêts dans un club, une académie, une ligue.
- b)** au cours des deux ans précédant sa demande de licence, ne jamais avoir été surpris à fournir des services d'agent sans posséder la licence requise ;





c) au cours des cinq ans précédant sa demande de licence (et après sa demande, y compris après avoir obtenu une licence le cas échéant) :

I. ne jamais avoir déclaré être ni avoir été personnellement déclaré en faillite ou avoir été actionnaire majoritaire, administrateur ou dirigeant d'une entreprise ayant déclaré être en faillite, été mise en redressement judiciaire et/ou mise en liquidation ;

d) au cours des 12 mois précédant sa demande de licence (et après sa demande, y compris après avoir obtenu une licence le cas échéant) :

I. n'avoir eu aucun intérêt dans une entité, entreprise ou organisation négociant, organisant ou gérant des activités de paris sportifs à des fins lucratives.

3.

Un agent peut exercer ses activités via une agence. À moins qu'il soit lui-même un agent, un employé ou prestataire travaillant pour l'agence ne peut pas fournir de services d'agent ni effectuer d'approche auprès d'un client potentiel en vue de conclure un accord de représentation. Un agent demeure entièrement responsable des activités de son agence, de ses employés, prestataires et autres représentants dans l'hypothèse où ils enfreindraient le présent règlement.

4.

Il est interdit aux personnes physiques ou morales suivantes d'avoir un intérêt dans les activités d'un agent ou de l'agence d'un agent :

a) Les clients.

b) Toute personne inéligible à la fonction d'agent en vertu de l'article 5 du présent règlement.

c) Toute personne ou entité possédant ou détenant, directement ou indirectement, des droits liés à l'enregistrement d'un joueur, en violation de l'article 18 et/ou 18 Bis et 18Ter RSTJ FAF.

L'obtention de la licence d'agent

► Formalités administratives préalables à la délivrance de la licence

La délivrance effective de la licence d'agent sportif ainsi que l'inscription sur la liste officielle de la FAF est conditionnée :

- au respect, par l'intéressé, des principes de la loi algérienne, notamment :
- Loi n° 12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations.
- Loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail. (Publié dans JO n°17 du 25/04/1990)
- Loi n° 13-05 du 23 juillet 2013 relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives les articles 66 et 226-227
- Ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975 portant code civil, modifiée et complétée.
- Loi n°88-04 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant l'ordonnance n°75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce.
- Loi n° 04-08 du 27 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales.
- Ordonnance n°66-156 du 8 juin 1966 portant code pénale, modifiée et complétée.
- Décret exécutif n° 15-73 du 26 Rabie ethani 1436 correspondant au 16 février 2015 déterminant les dispositions applicables au club sportif professionnel et fixant les statuts-types des sociétés sportives commerciales.
- Décret exécutif n° 15-74 du 26 Rabie Ethani 1436 correspondant au 16 février 2015 fixant les dispositions et le statut-type applicables au club sportif amateur
- à la signature d'une attestation sur l'honneur de l'agent émise par la FAF.

► Nul ne peut se prévaloir de la qualité d'agent, avant d'avoir accompli les formalités susvisées.

► Nul ne peut obtenir et détenir la licence d'agent FAF :

- 1° s'il exerce, directement ou indirectement, en droit ou en fait, à titre bénévole ou rémunéré, des fonctions de direction ou d'entraînement sportif soit dans un club employant des joueurs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives, soit au sein de la F.A.F. ou d'un organe qu'elle a constitué, ou s'il a été amené à exercer l'une de ces fonctions dans l'année écoulée ;
- 2° s'il est ou a été durant l'année écoulée actionnaire ou associé d'un club employant des joueurs contre rémunération ou organisant des manifestations sportives ;





3° s'il a fait l'objet d'une sanction disciplinaire au moins équivalente à une suspension par la F.A.F. à raison d'un manquement au respect des règles d'éthique, de moralité et de déontologie sportives ; (équivalente ou inférieure à 06mois).

4° s'il a été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

Ces conditions requises pour l'obtention de la licence d'agent FAF doivent également être remplies par l'agent aussi longtemps qu'il exerce son activité.

Sans préjudice de l'exercice de poursuites disciplinaires, la FAF . suspend d'office la licence de l'agent sportif qui se trouve dans un des cas d'incompatibilités susvisés aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4°.

- **N.B** : Le fait d'exercer l'activité d'agent sans détenir une licence d'agent FAF et ou FIFA, valide, en méconnaissance d'une décision de suspension ou de retrait de cette licence ou en violation du dispositif législatif en vigueur est susceptible de poursuites et de sanctions pénales (l'article 227 de Loi n° 13-05 du 14 Ramadhan 1434 correspondant au 23 juillet 2013 relative a l'organisation et au développement des activités physiques et sportives).



Examen pour l'obtention de la licence

Une ou deux sessions d'examen pour l'obtention de la licence d'agent FAF. est ouverte chaque année.

La FAF détermine les dates d'ouverture et de clôture des inscriptions, qu'elle publie sur son site Internet officiel.

Procédure d'examen

1.

Si un candidat satisfait aux critères d'éligibilité, la FAF, l'invite à passer l'examen.

2.

La FAF peut exiger du candidat le paiement de frais d'examen ayant pour seul objet de couvrir les frais d'organisation et de tenue de l'examen. Le paiement de ces frais conditionne le passage de l'examen.

3.

La fréquence et les dates d'examen sont déterminées par la FIFA et communiquées par voie de circulaire.



Frais de licence

4.

L'examen consiste en un questionnaire à choix multiples élaboré par la FIFA et vise à vérifier les connaissances du candidat en matière de réglementation du football, tel qu'indiqué dans la circulaire.

1.

Si un candidat réussit l'examen, il doit payer des frais de licence annuels à la FAF Comme susmentionnée dans l'article 3 alinéa 1 du même règlement.

2.

Les modalités relatives aux frais de licence sont communiquées chaque année par voie de circulaire.

3.

Le candidat doit payer les frais de licence annuels sous 90 jours après avoir réussi l'examen. Dans le cas contraire, sa demande de licence est automatiquement déclarée caduque.

Émission d'une licence

1. Une licence :

- a) est délivrée à une personne physique pour une période indéfinie, sous réserve des dispositions de l'article 18 du même règlement et celui de l'article 17 du Règlement agent de la FIFA ;
- b) est personnelle et incessible ;
- c) permet à un agent de proposer des services d'agent en juridiction FAF.

Formation professionnelle continu^e

1.

Afin de conserver sa licence, un agent doit se conformer chaque année à l'obligation de formation professionnelle continue.

2.

Les exigences relatives à la formation professionnelle continue sont communiquées chaque année par voie de circulaire.

Demande de suspension ou d'annulation de licence

1.

Un agent peut demander la suspension temporaire ou l'annulation définitive de sa licence en déposant une demande motivée sur la plateforme en plus d'un courrier à la FAF

2.

Afin de pouvoir de nouveau exercer la fonction d'agent, une personne ayant sollicité l'annulation de sa licence doit se conformer de nouveau à l'ensemble de la procédure de demande de licence, telle que décrite dans le présent règlement.

Représentation

1.

Un agent peut uniquement fournir des services d'agent pour un client après avoir conclu Un accord de représentation écrit avec ce client.

2.

Seul un agent peut effectuer une approche auprès d'un client potentiel ou conclure un accord de représentation avec un client en vue de fournir des services d'agent.

3.

Un accord de représentation conclu entre un individu et un agent ne peut excéder deux ans. Cette durée ne peut être prolongée que par la conclusion d'un nouvel accord de représentation. Toute disposition de renouvellement automatique, ou toute disposition visant à prolonger la durée de validité de l'accord de représentation au-delà de la durée maximale autorisée, est considérée comme nulle et non avenue.

4.

Un agent ne peut conclure qu'un seul accord de représentation à la fois avec le même individu. Avant de conclure un accord de représentation avec un individu ou d'amender un accord de représentation précédemment conclu, l'agent doit :

- a) informer l'individu par écrit que ce dernier devrait envisager de solliciter un avis juridique indépendant aux fins de l'accord de représentation ;
- b) obtenir la confirmation écrite de l'individu que ce dernier a obtenu un tel avis juridique indépendant ou décidé de ne pas recourir à cette possibilité.





5.

Un accord de représentation conclu entre une entité d'arrivée ou une entité de départ et un agent n'est soumis à aucune durée de validité maximale.

6.

Un agent peut exécuter plusieurs accords de représentation en même temps avec la même entité d'arrivée ou entité de départ, sous réserve que ces accords concernent des transactions différentes.

7.

Un accord de représentation n'est valable que s'il comprend au minimum :

- a) le nom des parties ;
- b) la durée (le cas échéant) ;
- c) le montant de l'indemnité de service due à l'agent ;
- d) la nature des services d'agent à fournir ;
- e) la signature des parties.

8.

Un agent ne peut fournir des services d'agent ou d'autres services que pour une seule Partie dans le cadre d'une transaction, à l'exception du cas mentionné ci-après.

- a) Double représentation autorisée : un agent peut fournir des services d'agent ou d'autres services pour un individu et une entité d'arrivée dans le cadre de la même transaction à condition que les deux clients aient donné leur consentement écrit au préalable.

9.

Un agent ne peut pas fournir de services d'agent ou d'autres services dans le cadre d'une Même transaction pour :

- a) une entité de départ et un individu ;
- b) une entité de départ et une entité d'arrivée ; ou
- c) toutes les parties impliquées dans une même transaction.

10.

Un agent et un agent lié ne peuvent pas fournir de services d'agent ou d'autres services pour des clients différents dans le cadre d'une même transaction, à l'exception du cas mentionné à l'alinéa 8 du présent article.



11.

Dans le cadre d'une transaction, tout accord de transfert ou contrat de travail pertinent conclu après que les services d'agent ont été fournis doit comporter le nom de l'agent, celui de son client, son numéro de licence FAF ou FIFA et sa signature.

12.

Un client peut négocier et conclure une transaction sans avoir recours à un agent. Le cas échéant, l'accord de transfert ou contrat de travail en question doit en faire la mention explicite.

13.

Toute clause d'un accord de représentation qui :

- a) limite la capacité d'un individu à négocier et conclure de manière autonome un contrat de travail sans l'implication d'un agent ; et/ou
- b) pénalise un individu s'il négocie et/ou conclut de manière autonome un contrat de travail sans l'implication d'un agent,

Est nulle est non avenue.

14.

Un accord de représentation peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties pour juste cause. Une partie révoquant ou résiliant un accord de représentation sans juste cause est tenue de dédommager l'autre partie pour les dommages encourus. Un accord de représentation peut être résilié avec juste cause lorsqu'il n'est raisonnablement plus possible d'attendre d'une partie, en vertu du principe de bonne foi, qu'elle poursuive la relation contractuelle pour la durée convenue. Ceci inclut, sans toutefois s'y limiter, les situations suivantes :

- a) L'annulation ou la suspension d'une licence d'agent.
- b) Une interdiction d'exercer toute activité relative au football.
- c) Une interdiction d'enregistrer de nouveaux joueurs, à l'échelle nationale ou internationale, pendant au moins une période d'enregistrement complète.

Représentation des mineurs

1.

Une approche (et/ou toute conclusion ultérieure d'un accord de représentation) auprès d'un mineur ou de son tuteur légal en lien avec des services d'agent ne peut avoir lieu plus de six mois avant que ledit mineur atteigne l'âge auquel il est en droit de signer son premier contrat professionnel en vertu du droit applicable dans le pays ou sur le territoire où il sera employé. Cette approche ne peut en outre avoir lieu qu'après avoir obtenu le consentement écrit du tuteur légal du mineur.



2.

Un agent souhaitant représenter un mineur ou représenter un club dans une transaction impliquant un mineur doit d'abord valider le module de formation professionnelle continue sur les mineurs et se conformer aux exigences en matière de représentation d'un mineur prévues par le droit applicable dans le pays ou sur le territoire de l'association membre où ce mineur sera employé.

3.

Un accord de représentation entre un agent et un mineur a uniquement force exécutoire lorsque :

- a) l'accord de représentation satisfait aux exigences de la loi algérienne et celles minimales énoncées à l'article 13, alinéa 7 du Règlement sur les agents de la FAF ;
- b) l'agent satisfait aux dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article ;
- c) l'accord de représentation est signé par le mineur et son tuteur légal, tel que prévu par le droit applicable dans le pays ou sur le territoire de l'association membre où ce mineur sera employé.

4.

Toute infraction à l'alinéa 1 ci-avant est sanctionnée au minimum d'une amende ainsi que de la suspension de la licence de l'agent pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans.

ARTICLE

15

Indemnité de service – principes généraux

1.

Dans le cadre d'un accord de représentation, un agent peut prévoir le paiement par le client d'une indemnité de service.

2.

Le paiement de l'indemnité de service due au titre de l'accord de représentation doit exclusivement être effectué par le client à l'agent. Un client ne peut recourir aux services d'un tiers pour ce paiement ou autoriser un tiers à l'effectuer.

3.

La seule exception au principe énoncé à l'alinéa 2 du présent article concerne un agent représentant un individu dont la rémunération annuelle négociée est inférieure ou égale à 30.000.000.00 DA , sans inclure de potentiel paiement conditionnel. Le cas échéant, une entité d'arrivée peut convenir avec un individu de payer l'indemnité de service due à l'agent dudit individu pour la transaction en question conformément aux dispositions de l'accord de représentation. Le cas échéant, les conditions suivantes s'appliquent :

- a) Le paiement de l'indemnité de service effectué au nom de l'individu par l'entité d'arrivée n'a aucune incidence sur l'obligation fiduciaire de l'agent vis-à-vis de l'individu. Il ne doit pas non plus créer de dépendance ou lien de subordination entre l'agent et l'entité d'arrivée.



- b) Le montant de l'indemnité de service versé au nom de l'individu par l'entité d'arrivée ne peut pas être supérieur au montant convenu au titre de l'accord de représentation liant l'individu à l'agent.
- c) L'entité d'arrivée ne peut déduire de la rémunération de l'individu le montant payé pour l'indemnité de service en vertu du présent alinéa 3.

4.

L'indemnité de service due à un agent doit être payée sur présentation d'une facture.

5.

Un agent n'est en droit de recevoir une indemnité de service que si le montant demandé est lié à des services préalablement détaillés dans un accord de représentation et si ce dernier était en vigueur au moment où l'agent a fourni les services d'agent en question.

- a) Lorsque la durée d'un contrat de travail est supérieure à la durée de l'accord de représentation y afférent, un agent est en droit de recevoir une indemnité de service après expiration dudit accord de représentation sous réserve que le contrat de travail en question soit toujours en vigueur et que cela ait été expressément convenu avec le client dans l'accord de représentation.

6.

Le paiement d'une indemnité de service doit être effectué après la clôture de la période d'enregistrement concernée, par versements échelonnés tous les trois mois pour la durée du contrat de travail négocié.

7.

Seule la rémunération effectivement perçue par un individu est prise en compte dans le paiement d'une indemnité de service, calculée au pro rata.

8.

Lorsque la durée d'un contrat de travail négocié est inférieure à six mois, le paiement doit être effectué en un seul versement à l'expiration du contrat de travail en question.

9.

Un agent ne peut pas recevoir d'indemnité de service lorsqu'il est engagé pour fournir des services d'agent liés à un mineur, à moins que celui-ci signe son premier contrat professionnel ou un contrat professionnel ultérieur, conformément au droit applicable.

10.

Lorsqu'un agent représente une entité d'arrivée et un individu dans une même transaction en vertu de l'article 13, alinéa 8a du présent règlement (cas de double représentation autorisée), l'entité d'arrivée peut payer jusqu'à la moitié du montant total dû au titre de l'indemnité de service.



11.

L'entité de départ doit payer une indemnité de service à un agent après réception de chaque versement de l'indemnité de transfert qui lui est due. L'entité de départ doit dûment informer l'agent de la réception de tels versements.

12.

Un agent ne peut pas prétendre à recevoir une indemnité de service qui n'est pas encore due en lien avec un contrat de travail négocié lorsque :

- a) l'individu est transféré vers une autre entité d'arrivée avant l'expiration du contrat de travail négocié ; ou
- b) l'individu résilie prématurément son contrat de travail négocié sans juste cause et l'agent représente toujours l'individu au moment de la résiliation.

13.

Tout paiement d'une indemnité de service à un agent doit s'effectuer par le biais de la FAF.

- a) Si ce dernier ne régit pas les modalités de paiement d'une indemnité de service à un agent lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, chaque paiement doit alors être effectué directement à l'agent concerné jusqu'à ce que ce soit le cas.

Plafonnement de l'indemnité de service

1.

Le montant de l'indemnité de service payable à un agent pour des services d'agent est Calculée comme suit :

- a) Lorsque l'agent représente un individu ou une entité d'arrivée : sur la base de la rémunération de l'individu.
- b) Lorsque l'agent représente une entité de départ : sur la base de l'indemnité de transfert pour la transaction en question.

2.

Le montant maximal de l'indemnité de service payable pour des services d'agent dans le cadre d'une transaction est le suivant, indépendamment du nombre d'agents fournissant des services d'agent à un client particulier :



Client	Plafonnement de l'indemnité de service	
	Rémunération annuelle de l'individu inférieure ou égale à 30000000 DA	Rémunération annuelle de l'individu supérieure à 30000000 DA
Individu	5 % de la rémunération de l'individu	3 % de la rémunération de l'individu
Entité d'arrivée	5 % de la rémunération de l'individu	3 % de la rémunération de l'individu
Entité d'arrivée et individu (cas de double représentation autorisée)	10 % de la rémunération de l'individu	6 % de la rémunération de l'individu
Entité de départ (indemnité de transfert)	10% de l'indemnité de transfert	

Afin de lever toute ambiguïté, les règles suivantes s'appliquent :

- a) Afin de déterminer le plafonnement de l'indemnité de service, le calcul de la rémunération de l'individu ne peut prendre en considération aucun paiement conditionnel.
- b) Si la rémunération d'un individu est supérieure à 30.000.000.00 DA le montant dépassant annuellement cette limite est sujet à un plafonnement de l'indemnité de service de 3% si l'agent représente un individu ou une entité d'arrivée, ou de 6% s'il représente à la fois une entité d'arrivée et un individu (cas double représentation autorisée).
- c) Le calcul de l'indemnité de transfert ne peut inclure :
 - I. aucun montant payé à titre de dédommagement pour rupture de contrat en vertu de l'article 17 de l'annexe 2 du RSTJ ;
 - II. ni aucune prime à la revente.

3.

Lorsque, dans les 24 mois précédant ou suivant une transaction, un agent ou un agent lié fournit d'autres services à un client impliqué dans ladite transaction, ces autres services sont, jusqu'à preuve du contraire, présumés faire partie des services d'agent fournis dans le cadre de cette transaction.

4.

Lorsqu'un agent et/ou client n'est pas en mesure de réfuter la présomption formulée à l'alinéa 3 du présent article, les indemnités payées pour les autres services sont considérées comme faisant partie de l'indemnité de service payée pour les services d'agent fournis dans le cadre de la transaction en question.

Droits et obligations

1.

Un agent peut :

- a) fournir des services d'agent à tout client avec lequel il a conclu un accord de représentation écrit respectant les exigences minimales énoncées à l'article 13 du présent règlement et à l'article 12 du Règlement sur les agents de la FIFA ;
- b) uniquement approcher un client lié à un autre agent par un accord de représentation exclusif au cours des deux derniers mois de l'accord en question ;
- c) uniquement conclure un accord de représentation avec un client lié à un autre agent par un accord de représentation exclusif au cours des deux derniers mois de l'accord en question.

2.

Un agent doit :

- a) toujours agir dans le meilleur intérêt de son ou ses client(s) ;
- b) se conformer aux statuts, règlements, directives et décisions des organes compétents de la FIFA, des confédérations et des associations membres ;
- c) éviter tout conflit d'intérêts lorsqu'il fournit des services d'agent ;
- d) veiller à ce que son nom, son numéro de licence, sa signature et le nom de son client apparaissent dans tout contrat résultant de sa prestation de services d'agent ;
- e) toujours satisfaire aux critères d'éligibilité énoncés aux articles 5 et 18 du Règlement sur les agents de la FAF- dès lors qu'il dépose une demande de licence ;
- f) s'acquitter d'une cotisation annuelle auprès de la FAF avant la date limite précisée sur la plateforme, tel qu'indiqué aux Règlement sur les agents de la FAF ;
- g) satisfaire aux exigences en matière de formation professionnelle continue, telles que décrites aux articles 11 et 18 du Règlement sur les agents de la FAF ;
- h) satisfaire aux exigences relatives à son obligation de divulgation et de rapport, telles que décrites au point j ci-après et à l'alinéa 4 du présent article ;
- i) signaler à l'autorité ou l'organe compétent(e) toute infraction au présent règlement ou aux règles, règlements ou codes de bonne conduite de la FAF , FIFA, d'une confédération ou d'une autre association membre.





j) déposer sur la plateforme

- I. dans les 14 jours suivant la conclusion, l'amendement ou la résiliation d'un accord de représentation : l'accord de représentation pertinent et les informations demandées sur la plateforme ;**
- II. dans les 14 jours suivant la conclusion : tout accord autre qu'un accord de représentation conclu avec un client, y compris, sans toutefois s'y limiter, les accords liés à d'autres services, ainsi que les informations demandées sur la plateforme ;**
- III. dans les 14 jours suivant le paiement d'une indemnité de service : les informations demandées sur la plateforme ;**
- IV. dans les 14 jours suivant le paiement d'une indemnité liée à un accord autre qu'un accord de représentation conclu avec un client : les informations demandées sur la plateforme ;**
- V. dans les 14 jours suivant l'événement : tout arrangement contractuel ou autre entre des agents en vue de coopérer dans la prestation de services ou de partager les revenus ou profits de tout ou partie de leurs services d'agent ;**
- VI. dans les 14 jours suivant l'événement : toute information pouvant avoir une influence sur l'obligation à satisfaire aux critères d'éligibilité ;**
- VII. dans les 14 jours suivant l'événement : tout règlement à l'amiable conclu avec un client ou un autre agent ;**

k) s'il mène ses activités par le biais d'une agence, déposer sur la plateforme :

- I. dans les 14 jours suivant la première transaction impliquant l'agence : la structure de propriété, l'identité des actionnaires, la part du capital qu'il détient, et/ou l'identité des bénéficiaires effectifs ;**
- II. dans les 14 jours suivant la première transaction impliquant l'agence : le nombre d'agents utilisant la même agence pour mener leurs activités et le nom de tous ses employés ;**
- III. dans les 30 jours suivant l'événement : tout changement aux informations fournies précédemment sur l'agence.**

► Un agent n'est pas autorisé à effectuer ou tenter d'effectuer les actions suivantes :

- a) Réaliser une approche, entamer des négociations, entreprendre des démarches, solliciter ou faciliter de quelque manière que ce soit des discussions entre des parties en vue d'aboutir à une transaction (y compris par voie de déclaration dans les médias) concernant un individu dans le but de l'amener à résilier prématurément son contrat de travail sans juste cause ou à violer les obligations de son contrat de travail.**



- b) Offrir ou verser un avantage indu – personnel, pécuniaire ou autre –, directement ou indirectement, à :
 - I. un officiel ou employé d'une association membre, d'un club ou d'une ligue centralisée dans le cadre de services d'agent ; ou
 - II. un individu (ou un membre de sa famille, son tuteur légal ou un de ses amis) en lien avec un accord de représentation avec lui.
- c) Dissimuler des faits matériels à un client, y compris, sans toutefois s'y limiter :
 - I. ne pas déclarer un conflit d'intérêts (même si ce conflit d'intérêts est autorisé en vertu du présent règlement) ; ou
 - II. ne pas lui faire part d'une offre écrite (par quelque moyen de Communication que ce soit) formulée pour ce client.
- d) Contourner, directement ou indirectement, les plafonnements prévus par le présent règlement, y compris, sans toutefois s'y limiter, en augmentant intentionnellement le montant demandé à titre d'indemnité de service ou le montant demandé pour d'autres services.
- e) Accepter le paiement de toute indemnité de transfert ou rétribution de la formation due en lien avec le transfert d'un joueur d'un club à un autre. Ceci comprend, sans toutefois s'y limiter, les droits décrits à l'article 18ter du RSTJ FAF.
- f) Être impliqué, directement ou indirectement, dans un transfert-relais tel que défini dans le RSTJ FAF et /ou FIFA, ou posséder ou détenir des droits liés à l'enregistrement d'un joueur, en violation de l'article 18bis ou 18ter du RSTJ FAF et/ou FIFA.
- g) Enfreindre le présent règlement de quelque autre manière que ce soit.

4.

En matière de divulgation et de rapport, un agent doit :

- a) immédiatement informer un client de toute offre écrite (par quelque moyen de communication que ce soit) reçue pour ledit client ;
- b) fournir à un client, sur demande, une copie de l'accord de représentation conclu ou de tout autre accord écrit en lien avec d'autres services, une copie du contrat de travail ou de tout autre document écrit obtenu dans le cadre des services d'agent, ainsi qu'un échéancier détaillant les paiements de quelque sorte que ce soit effectués au bénéfice de l'agent dans le cadre d'une transaction dans laquelle il est impliqué ;
- c) coopérer, sur demande, avec l'organe compétent de la FAF, d'une confédération et/ou de la FIFA en lien avec toute demande d'information de quelque type et sous quelque forme que ce soit.



5.

L'agent doit communiquer à la FAF, au titre de chaque saison sportive et pour le 30 juin au plus tard :

- un bilan d'activité de la saison sportive en cours, comprenant la liste des contrats d'agent conclus et précisant les opérations réalisées en vertu de ces contrats, la rémunération facturée pour ces opérations (montant et désignation de la partie qui l'acquitte),
- un état des litiges éventuellement survenus au cours de la saison.
- A défaut d'activité sur la saison considérée, l'agent adresse à la FAF un document attestant de cette absence d'activité.
- Dans le cas où l'agent ne communique pas à la FAF le bilan d'activités et/ou des éléments nécessaires au contrôle de son activité dans le délai imparti, l'intéressé encourt une mesure administrative et disciplinaires prévu par les règlements, la FAF suspend d'office la licence de l'agent

➤ Suspension volontaire provisoire de la licence d'agent sportif – Cessation d'activité

- Suspension volontaire provisoire

Un agent licencié par la FAF souhaitant suspendre temporairement son activité, doit en faire la demande, par écrit, au secrétaire général de la FAF. Cette demande, qui doit être adressée à la FAF par courrier recommandé avec accusé de réception, doit obligatoirement être accompagnée :

- de sa carte d'agent .,
- d'un exposé des motifs amenant l'agent à demander la suspension de sa licence d'agent tout en précisant la durée.
- de la preuve que son (ou ses) contrat(s) d'agent en cours a(ont) été rompu(s).

La FAF . peut en outre demander à l'agent la communication de toute information ou tout document complémentaire qu'elle juge utile.

La suspension volontaire provisoire de la licence de l'agent prend effet à compter de la décision de la Commission spécialisée de la FAF.

Pendant la durée de suspension de son activité, l'agent reste soumis au pouvoir disciplinaire de la FAF.

Un agent qui souhaite reprendre l'exercice de son activité doit demander la levée de la suspension provisoire de sa licence à la FAF., par courrier recommandé avec accusé de réception.





La FAF peut demander à l'agent la communication de toute information ou tout document complémentaire qu'elle juge utile pour se prononcer.

La levée de la suspension volontaire provisoire de la licence d'agent prend effet à compter de la décision de la Commission spécialisée de la FAF.

- Cessation définitive d'activité

L'agent qui décide de mettre un terme définitif à son activité doit :

- en informer la FAF par courrier recommandé avec accusé de réception,
- restituer sa carte d'agent,
- apporter tout élément permettant d'attester que son(ses) contrat(s) d'agent en cours a (ont) été rompu(s).

La cessation définitive d'activité de l'agent prend effet à compter de la décision de la Commission spécialisée de la FAF.

Un agent ayant définitivement cessé son activité ne pourra prétendre reprendre à nouveau, à l'avenir, qu'après passage de l'examen pour l'obtention de la licence d'agent.

Respect des exigences en matière d'émission de licence

1.

Si un agent :

- a) ne satisfait pas aux critères d'éligibilité à quelque moment que ce soit ;
- b) ne s'acquitte pas de la cotisation annuelle auprès de la FAF- FIFA avant la date limite indiquée sur la plateforme ;
- c) ne satisfait pas aux exigences relatives à la formation professionnelle continue au cours d'une année ; ou
- d) ne satisfait pas à ses obligations en matière de rapport, sa licence est automatiquement suspendue à titre provisoire.



2.

Le secrétariat général de la FAF est chargé de vérifier le respect des exigences énoncées à l'alinéa 1 du présent article.

3.

Si l'alinéa 1a du présent article s'applique :

- a) le secrétariat général de la FAF informe l'agent en question qu'il y a lieu de considérer que ledit agent ne satisfait pas aux critères d'éligibilité et que sa licence est suspendue à titre provisoire ;
- b) le cas est transmis à la Commission de Discipline de la FAF et /ou FIFA pour décision.

4.

Si une ou plusieurs des circonstances décrites aux alinéas 1b, 1c ou 1d du présent article s'applique(nt) :

- a) le secrétariat général de la FAF et/ou FIFA informe l'agent en question de son infraction et de la suspension de sa licence à titre provisoire ;
- b) la licence est annulée si l'agent ne répare pas l'infraction dans les 60 jours suivant la suspension de ladite licence.





RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

TITRE IV.

DROITS ET OBLIGATIONS DES CLIENTS

Recours à un agent

1.

Un client :

- a) peut recourir à un agent pour des services d'agent s'il ne souhaite pas s'en charger Lui-même ;
- b) doit s'acquitter de l'indemnité de service convenue avec un agent dans les délais prévus par le présent règlement et conformément à l'accord de représentation, au contrat de travail et à l'accord de transfert pertinent (selon le cas) ;
- c) doit s'assurer qu'un agent est bien titulaire d'une licence émise par la FAF et/ou FIFA avant de signer un accord de représentation avec lui ;
- d) doit coopérer avec l'organe compétent de la FAF, d'une confédération et/ou de la FIFA dans le cadre de toute demande formulée par ces organes concernant un agent ;
- e) peut demander à l'agent un échéancier détaillant les paiements de quelque nature que ce soit (y compris rémunérations, indemnités et dépenses) effectués par lui-même et/ou le concernant ;
- f) s'il s'agit d'un club] doit fournir dans le système de régulation des transferts de la FIFA (TMS) dans les 14 jours suivant l'événement :
 - I. les informations demandées dans TMS à la réalisation de chaque transaction prenant la forme d'un transfert international dans lequel le club est impliqué ;
 - II. tout amendement à un accord de représentation pertinent ou la résiliation de celui-ci ;
 - III. tout accord autre qu'un accord de représentation avec un agent, y compris, sans toutefois s'y limiter, les accords liés à d'autres services, ainsi que les informations demandées dans TMS ;
 - IV. les informations demandées dans TMS après le paiement d'une indemnité liée à tout accord conclu avec un agent autre qu'un accord de représentation ;
- g) doit immédiatement signaler à la FAF ET/OU FIFA, aux confédérations ou aux associations membres toute infraction au présent règlement.

2.

Un client (ou ses officiels, le cas échéant) n'est pas autorisé à effectuer ou tenter d'effectuer les actions suivantes :

- a) Recourir à une personne ne détenant pas la licence nécessaire pour fournir des services d'agent.





- b) Accepter un avantage indu – personnel, pécuniaire ou autre – de la part d'un agent ou lui demander de recevoir un tel avantage.**
- c) Donner, offrir ou chercher à offrir, directement ou indirectement, toute contrepartie ou promesse de quelque type que ce soit à un agent (ou un membre de sa famille ou toute personne lui étant liée) qui n'entre pas dans le cadre de l'indemnité de service convenue.**
- d) Pour la FAF, les clubs et les ligues, interférer avec la liberté de choix de son agent par un individu ou influencer ce choix.**
- e) Participer ou contribuer, directement ou indirectement, à tout contournement du plafonnement de l'indemnité de service établi dans le présent règlement.**
- f) Posséder un intérêt dans une agence ou dans les activités d'un agent, conformément à l'article 05, alinéa 4 du Règlement sur les agents de la FAF.**
- g) Pour la FAF, les clubs et les ligues, inciter ou contraindre, directement ou indirectement, un individu à enfreindre les dispositions de son accord de représentation avec un agent.**
- h) Manquer de signaler immédiatement à la FAF et/ou FIFA toute infraction au présent règlement ou au Règlement sur les agents de la FAF- FIFA.**
- i) Permettre à un agent ou son agence de détenir des intérêts à son égard.**
- j) Enfreindre le présent règlement de quelque autre manière que ce soit.**





RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

TITRE V. **DIVULGATION ET PUBLICATION**

Divulgation et publication

1.

La FAF met à disposition :

- a) les noms et coordonnées de tous les agents ;
- b) les clients que les agents représentent, y compris le caractère exclusif ou non exclusif de la représentation et la date d'expiration de l'accord de représentation en question ;
- c) les services d'agent fournis à chaque client ;
- d) toute sanction prononcée à l'encontre des agents et clients ;
- e) les détails de toutes les transactions impliquant des agents, y compris les montants des indemnités de service payés aux agents.





RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

TITRE VI. LITIGES

Compétence

1.

Sans préjudice du droit d'un agent ou d'un client à demander réparation auprès d'un tribunal ordinaire, la chambre des agents du Tribunal du Football de la FIFA est compétente pour trancher un litige lorsque :

- a) celui-ci découle d'un accord de représentation de dimension internationale ou est en lien avec cet accord de représentation (cf. article 2, alinéa 2 du Règlement sur les agents de la FIFA) ;
- b) une requête est déposée en ce sens conformément aux dispositions des Règles de procédure du Tribunal du Football ;
- c) moins de deux ans se sont écoulés depuis l'événement à l'origine du litige – le respect de ce délai est examiné d'office dans chaque affaire.

2.

La procédure détaillée de résolution des litiges est présentée dans les Règles de procédure du Tribunal du Football.

3.

Sans préjudice du droit d'un agent ou d'un client à demander réparation auprès d'un tribunal ordinaire, La commission de statuts de joueurs de la FAF par son organe spécialisé et/ ou le tribunal algérien de règlement des litiges sportives après recours introduit suivant les règlements en vigueur dans les statuts de la FAF où le client est enregistré ou domicilié à la date de la signature de l'accord de représentation est compétent pour se prononcer sur les litiges découlant d'un accord de représentation sans dimension internationale ou en lien avec cet accord de représentation (cf. article 2).





RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

TITRE VII. **QUESTIONS** **DISCIPLINAIRES**

Compétence et application

1.

La Commission de Discipline de la FIFA et, le cas échéant, la Commission d'Éthique indépendante sont compétentes pour prononcer les sanctions applicables en vertu du Règlement sur les agents de la FIFA, du Code disciplinaire de la FIFA et du Code d'éthique de la FIFA à l'encontre d'un agent ou d'un client reconnu coupable d'avoir enfreint le Règlement sur les agents de la FIFA, les Statuts de la FIFA ou tout autre règlement de la FIFA. La FIFA est compétente pour :

- a) toute activité découlant d'un accord de représentation de dimension internationale (cf. article 2, alinéa 2 du Règlement sur les agents de la FIFA) ;
- b) toute activité liée à un transfert international ou une transaction internationale.

1.1

La Commission de Discipline de la FAF et, le cas échéant, la Commission d'Éthique FAF indépendante sont compétentes pour prononcer les sanctions applicables en vertu du Règlement sur les agents de la FAF, du Code disciplinaire de la FAF et du Code d'éthique de la FAF à l'encontre d'un agent ou d'un client reconnu coupable d'avoir enfreint le Règlement sur les agents de la FAF, les Statuts de la FAF et/ou FIFA ou tout autre règlement de la FAF et FIFA. La FAF est compétente pour :

- a- toute activité découlant d'un accord de représentation de dimension nationale (cf. article 2, alinéa 2 du Règlement sur les agents de la FAF) ;
- b- toute activité liée à un transfert national ou une transaction nationale.

2.

Le secrétariat général de la FIFA contrôle la conformité avec le Règlement sur les agents de la FIFA. En particulier :

- a) Toute partie recevant une demande d'information est tenue de coopérer pleinement. Elle doit satisfaire, dans un délai raisonnable, aux demandes de documents, informations ou autres éléments de toute nature en sa possession. Elle doit également, sur demande, se procurer et fournir les documents de toute nature dont elle n'est pas en possession mais qu'elle est en capacité d'obtenir. Tout refus de se conformer aux demandes de l'administration de la FIFA pourra entraîner des sanctions de la part de la Commission de Discipline de la FIFA. Si le secrétariat général de la FIFA en fait la demande, un document (ou extrait) doit être fourni en anglais, espagnol ou français.
- b) Les notifications électroniques – via la plateforme, TMS ou courriel à l'adresse indiquée par les parties sur la plateforme ou TMS – sont considérées comme un mode de communication valable et jugées suffisantes pour le calcul de délais.





- c) Après enquête, le secrétariat général de la FIFA peut porter les cas de non-respect du Règlement sur les agents de la FIFA devant la Commission de Discipline de la FIFA, conformément au Code disciplinaire de la FIFA.
- d) Après enquête, le secrétariat général de la FIFA peut porter les cas de comportement contraire à l'éthique au regard du Règlement sur les agents de la FIFA devant la Commission d'Éthique indépendante, conformément au Code d'éthique de la FIFA.

2.1

Le secrétariat général de la FAF contrôle la conformité avec le Règlement sur les agents de la FAF. En particulier :

- a- Toute partie recevant une demande d'information est tenue de coopérer pleinement. Elle doit satisfaire, dans un délai raisonnable, aux demandes de documents, informations ou autres éléments de toute nature en sa possession. Elle doit également, sur demande, se procurer et fournir les documents de toute nature dont elle n'est pas en possession mais qu'elle est en capacité d'obtenir. Tout refus de se conformer aux demandes de l'administration de la FAF pourra entraîner des sanctions de la part de la Commission de Discipline de la FAF. Si le secrétariat général de la FAF en fait la demande, un document (ou extrait) doit être fourni en Arabe ou français.
- b- Les notifications électroniques – via la plateforme, DTMS ou courriel à l'adresse indiquée par les parties sur la plateforme ou DTMS – sont considérées comme un mode de communication valable et jugées suffisantes pour le calcul de délais.
- c- Après enquête, le secrétariat général de la FAF peut porter les cas de non-respect du Règlement sur les agents de la FAF et /ou FIFA devant la Commission de Discipline de la FAF, conformément au Code disciplinaire de la FAF.
- d- Après enquête, le secrétariat général de la FAF peut porter les cas de comportement contraire à l'éthique au regard du Règlement sur les agents de la FAF et/ou FIFA devant la Commission d'Éthique indépendante, conformément au Code d'éthique de la FAF.



3.

La commission de discipline et la commission d'éthique de la Fédération Algérienne de Football sont compétentes pour prononcer les sanctions applicables à l'encontre d'un agent ou d'un client reconnu coupable d'avoir enfreint le présent règlement. La Fédération Algérienne de Football est compétente pour :

- a) toute activité découlant d'un accord de représentation sans dimension Internationale (cf. article 2, alinéa 3 du Règlement sur les agents de la FIFA) ;
- b) toute activité liée à un transfert national ou une transaction nationale.

4.

Le secrétariat général de la Fédération Algérienne de Football contrôle la conformité avec le présent règlement. En particulier :

- c) Toute partie recevant une demande d'information est tenue de coopérer pleinement. Elle doit satisfaire, dans un délai raisonnable, aux demandes de documents, informations ou autres éléments de toute nature en sa possession. Elle doit également, sur demande, se procurer et fournir les documents de toute nature dont elle n'est pas en possession mais qu'elle est en capacité d'obtenir. Tout refus de se conformer aux demandes du secrétariat général de la Fédération Algérienne de Football pourra entraîner des sanctions de la part de la Commission de Discipline de la FAF
- . Si le secrétariat général de la Fédération Algérienne de Football en fait la demande, un document (ou extrait) doit être fourni dans la langue arabe ou langue française en vertu de l'article 8 de statuts de la Fédération Algérienne de Football.
- d) Les notifications électroniques via la plateforme, DTMS ou courriel à l'adresse indiquée par les parties à la Fédération Algérienne de Football. Ou sur TMS – sont considérées comme un mode de communication valable et jugées suffisantes pour le calcul de délais ».
- e) Après enquête, le secrétariat général de la Fédération Algérienne de Football peut porter les cas de non-respect du présent règlement devant la Commission de Discipline de la FAF conformément au code disciplinaire de la Fédération Algérienne de Football
- h) Après enquête, le secrétariat général de la [Fédération Algérienne de Football peut porter les cas de comportement contraire à l'éthique au regard du présent règlement devant la commission d'éthique indépendante de la Fédération Algérienne de Football, conformément au code d'éthique de la Fédération Algérienne de Football.



Sanctions

La FAF. Peut prononcer, à l'encontre des agents licenciés, les sanctions suivantes :

- l'avertissement,
- des amendes.
- la suspension temporaire de la licence d'agent,
- le retrait de la licence d'agent, éventuellement de l'interdiction d'obtenir une autre licence dans le football ou dans toute discipline sportive, Le retrait de la licence entraîne la perte du bénéfice de l'examen pour l'obtention de la licence d'agent.

La FAF peut prononcer, à l'encontre des clubs, joueurs, entraîneurs et, d'une manière générale, de tout licencié de la FAF., les sanctions suivantes :

- l'avertissement,
- Des amendes
- toute sanction sportive visée au code disciplinaire, et code d'éthique FAF .

La décision de la FAF est motivée. Elle est notifiée à l'intéressé par tout moyen permettant de faire la preuve de sa réception. Cette notification mentionne les voies et délais de recours.

Les sanctions infligées par la FAF. sont exécutoires à compter du lendemain de la notification de la décision, sauf date certaine de prise d'effet fixée par LA FAF.

Les sanctions disciplinaires prononcées par la FAF sont publiées sur son site Internet officiel.

Les sanctions de la FAF. peuvent faire l'objet d'un recours devant le TARLS.





RÈGLEMENT NATIONAL SUR LES AGENTS

TITRE VIII.

DISPOSITIONS FINALES

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1.

Les accords de représentation existant avant l'approbation du présent règlement et échus au 01 Octobre 2023 ou au-delà demeurent valides jusqu'à leur date d'expiration (Mais ne peuvent pas être prolongés), à l'exception de ceux ne satisfaisant pas aux exigences minimales énoncées à l'article 13, alinéa 7 du présent règlement.

2.

À compter du 1er octobre 2023, tout nouvel accord de représentation ou tout renouvellement d'un accord de représentation existant conclu après l'approbation du présent règlement doit être conforme au présent règlement.

3.

À compter du 1er octobre 2023, une personne ayant conclu un tel accord de représentation est tenue d'obtenir une licence en accord avec les dispositions du Règlement sur les agents de la FIFA afin de pouvoir continuer à fournir des services d'agent.

Cas non prévus

1.

Le secrétariat général de la Fédération Algérienne de Football statue sur toutes les questions non prévues par le présent règlement.

2.

Le Bureau fédéral de la Fédération Algérienne de Football rend une décision définitive sur les cas de force majeure affectant le présent règlement.

Langues officielles

1.

En cas de contestation relative à l'interprétation des traductions du présent règlement, Le texte arabe fait foi.



Entrée en vigueur

1.

Le présent règlement a été approuvé par bureau fédéral de la Fédération Algérienne de Football lors de sa séance du 26 juin 2024. Il entre en vigueur à compter de la date de sa publication sur le site internet de la Fédération Algérienne de Football. Afin de lever toute ambiguïté, l'obligation pour les clients d'avoir uniquement recours à des services d'agent fournis par un agent dans le cadre d'une transaction (cf. article 5 du présent règlement et article 11 du Règlement sur les agents de la FIFA) est en vigueur pour toutes les transactions à compter du 1er octobre 2023.

2.

Le RCI de la Fédération Algérienne de Football est caduc à compter du 1er octobre 2023.

Alger, le 26 juin 2024

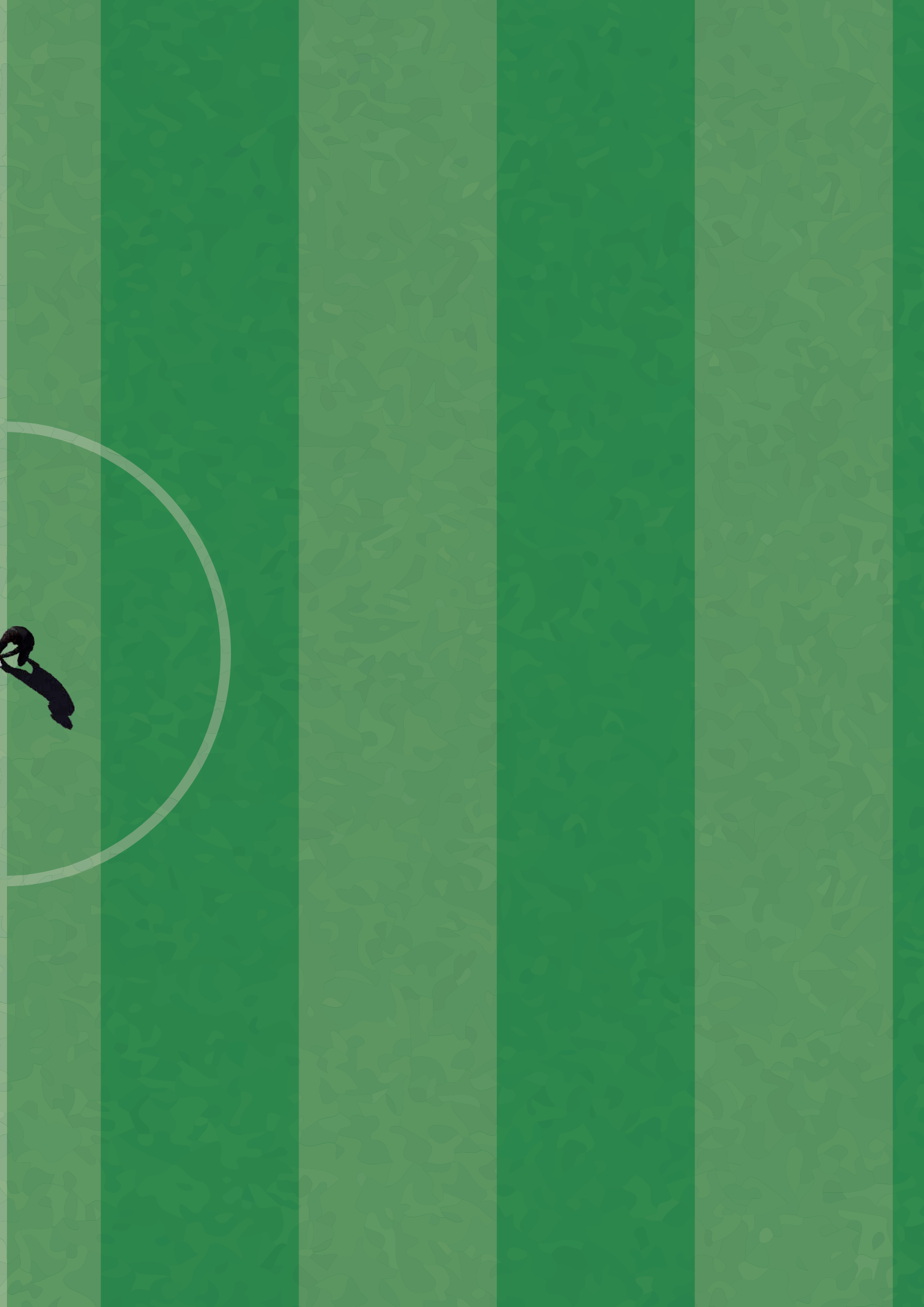
Pour bureau fédéral de la Fédération Algérienne de Football] :

Président :
Walid Sadi

Secrétaire général :
Nadir Bouzenad







الاتحاد الجزائري لكرة القدم

ALGERIAN FOOTBALL FEDERATION

Founded in 1962, Affiliated with the FIFA and CAF in 1963



ROUTE AHMED OUAKED B.P 39
16320 DELY IBRAHIM
ALGER